



- 2 -

échéant, les mesures adéquates si ces objectifs paraissent plus difficilement atteignables que prévus.

Dans leurs interventions, semble-t-il assez banales, les Chefs d'Etat ou de gouvernement ont mis notamment l'accent sur les changements de nature structurelle intervenus dans l'économie mondiale et leurs conséquences sur les économies occidentales (France), sur l'importance d'une relance de l'activité économique (Japon), sur la responsabilité des pays excédentaires (Italie), sur le manque de confiance des agents économiques (RFA), sur les dangers de pressions protectionnistes (USA), etc.

Au titre du financement des balances de paiements, les Sept ont accordé un large appui au FMI et plus précisément à l'idée d'une nouvelle "facilité". Les pays économiquement faibles ont cependant exprimé leur crainte que les conditions imposées par le FMI contribuent à accentuer leur déséquilibre politique intérieur. Parmi les pays déficitaires, une attention particulière a été réservée, de la part des Etats-Unis et de la RFA, au Mexique et au Portugal.

Sur le thème touchant au commerce, les Sept ont vivement condamné toute politique protectionniste en raison de ses effets sur le chômage, l'inflation et le bien-être des populations. Certains Chefs d'Etat ou de gouvernement (Giscard d'Estaing, Callaghan) ont cependant mis l'accent sur les difficultés présentes de faire plus en matière de libéralisation des échanges, précisant que ce serait déjà une gageure que de maintenir l'acquis. La phrase de la Déclaration finale indiquant que "les changements structurels de l'économie mondiale doivent être pris en considération" est le reflet d'une intervention de la France en faveur d'une meilleure organisation des échanges notamment en tenant compte des préoccupations des pays industrialisés, en disciplinant la progression trop rapide de la part prise par certains sur les marchés, en prévenant les détournements abusifs de trafic et en limitant les monopoles de fait dans quelques domaines (aéronautique et informatique).

- 3 -

Cette proposition a été appuyée par la Grande-Bretagne, la RFA et l'Italie. Le Président Giscard d'Estaing est allé semble-t-il jusqu'à proposer que le système libéral des échanges soit réorganisé de telle sorte que certains pays n'enregistrent plus à l'avenir des excédents permanents comme c'est le cas actuellement. Des divergences d'opinions entre les membres présents des Communautés européennes sont apparues au grand jour mettant en évidence par là même les problèmes que la Commission des CE rencontrera à l'avenir pour parvenir à la définition de positions communes notamment dans les Négociations commerciales multilatérales.

En ce qui concerne ces négociations, les participants ont reconnu la nécessité d'une "poursuite vigoureuse du Tokyo Round". Le Président de la Commission des CE a recommandé une accélération des travaux dans le domaine de l'harmonisation et de la réduction des droits, des NTB (achats publics et normes) ainsi que des produits agricoles. Le Président Carter s'est également prononcé en faveur de progrès substantiels dans la négociation de Genève au cours de cette année encore.

En ce qui concerne l'énergie, l'avenir de la technologie nucléaire en relation avec les dangers que comporte la prolifération a été au coeur de la discussion. Il est apparu évident qu'il y a accord sur les grands principes mais non sur la manière pratique de les appliquer. La création "d'un groupe de travail qui fera rapport dans deux mois<sup>1)</sup> en vue d'une étude à plus long terme" doit être considérée comme un fait positif dans la mesure où, au lieu de marquer le désaccord, on essaie de trouver les instruments adaptés pour mettre en oeuvre des solutions adéquates. Il serait question de créer, dans un proche avenir, un second groupe de travail qui serait chargé de conduire cette étude sur les problèmes à long terme qui se posent en matière d'énergie nucléaire. Ce Groupe devrait comprendre quelque 25 pays soit les principaux consommateurs d'énergie nucléaire.

1) De l'avis de plusieurs experts, ce court délai n'apparaît guère réaliste.

- 4 -

(Une participation de la Suisse pourrait être prise en considération). Sur un plan plus général, la RFA, la France et le Japon se sont prononcés sans ambiguïté en faveur de la non-prolifération tout en insistant cependant sur l'importance vitale que l'énergie nucléaire revêt pour eux et par là même leurs importations en provenance des Etats-Unis.

En ce qui concerne le Dialogue Nord-Sud, une certaine ambiguïté apparaît dans les textes officiels et les déclarations des participants. Cette situation est certainement due au fait que personne n'a voulu préjuger l'issue finale de la négociation en cours à Paris. Il a été en effet maintes fois réaffirmé que le Sommet ne devrait pas se substituer à la CCEI. Tout au plus, peut-on constater une approche positive de la part des Etats-Unis aussi bien sur la question d'un Fonds commun que de l'"action spéciale". Il semble que le Sommet ait repris dans une large mesure la conception sur laquelle les Communautés européennes s'étaient mises d'accord à Rome les 25 et 26 mars dernier. Chacun des participants s'est par ailleurs engagé à accomplir un effort substantiel pour augmenter les transferts de ressources publiques vers les pays en développement. M. Schmidt a toutefois mis l'accent sur l'importance d'une contrepartie des pays en développement notamment en matière de protection des investissements privés. Dans le domaine de l'aide publique, la RFA et la France ont insisté pour que les pays de l'Est s'engagent à faire également plus en matière d'aide aux pays en développement. (L'engagement de ces derniers représente seulement 5 % de l'ensemble de l'aide accordée aux pays en développement.)

\* \* \*

- 5 -

Plusieurs éléments font que ce Sommet n'a guère ressemblé à ceux qui l'ont précédé. Rambouillet s'était fixé avant tout deux objectifs: l'un, de caractère général, était de rétablir la confiance dans l'opinion publique, l'autre, plus spécifique, était de trouver un terrain d'entente entre les Etats-Unis et la France en matière de réforme du système monétaire international. Porto-Rico, convoqué à l'initiative du Président Ford, a répondu en premier lieu à des facteurs électoraux. Si l'accent a été mis sur la nécessité d'une plus grande solidarité face aux problèmes que rencontraient certains pays, des éléments spécifiques ont été évoqués tels que le développement des investissements, les échanges Est-Ouest, les politiques en matière de crédits à l'exportation, etc. Quant au Sommet de Downing Street, il se caractérise par un facteur humain: il a été l'occasion pour les Chefs d'Etat ou de gouvernement soit de renforcer soit d'établir des relations personnelles dans la mesure où le Président Carter et le premier Ministre du Japon Fukuda viennent d'être portés à la tête des gouvernements de leur pays respectif. Ce Sommet a été l'occasion pour les participants de nouer des liens. Le fait que le Président Carter ait accompli son premier déplacement à l'étranger à l'occasion de cette rencontre montre l'importance qu'attache la nouvelle Administration américaine à ce genre de réunion qui est sans doute une forme concrète de l'organisation "trilatérale" à laquelle elle voue un intérêt tout particulier. Ainsi qu'on a pu le remarquer dans l'analyse qui précède, le facteur économique-politique du Sommet de Londres n'a pas été moins important que lors des deux précédents Sommets. Cette rencontre s'est déroulée par ailleurs dans un cadre où des données nouvelles sont apparues, telles que la percée de quelques pays en développement sur certains marchés industriels, les effets économiques pour certains pays d'une politique de non-prolifération en matière d'énergie nucléaire et les réserves émisses de plus en plus fréquemment vis-à-vis de certains mécanismes du système d'économie de marché.

- 6 -

En ce qui concerne les résultats de cette rencontre, on pourra juger leur portée à la lumière des implications qu'ils auront sur la définition et la conduite des politiques nationales. Les engagements pris à Londres ne sont sans doute pas uniquement le reflet des exigences des réalités économiques qui se posent sur le plan mondial; les participants ont eu à l'esprit des objectifs nationaux sur lesquels leur responsabilité politique est engagée vis-à-vis de leur opinion publique. C'est naturellement dans la mesure où les Chefs d'Etat ou de gouvernement auront relégué au second plan les intérêts nationaux que le Sommet de Londres a le plus de chance de se solder à long terme par un résultat bénéfique. Le fait par ailleurs que les participants au Sommet aient souligné l'interdépendance et l'interaction entre les différents secteurs économiques confirme l'importance qu'ils accordent aux efforts collectifs dans l'élaboration des programmes d'action des pays industrialisés. L'engagement de poursuivre et de renforcer les politiques d'ajustement en se déclarant notamment prêt à maintenir des taux de croissance appropriés doit être accueilli très favorablement.

Il paraît d'ores et déjà acquis qu'une rencontre semblable pourrait être organisée à Tokyo à l'automne si le besoin s'en faisait sentir. En attendant, les Chefs d'Etat ou de gouvernement ont chargé leurs experts de surveiller attentivement la réalisation des objectifs arrêtés et leurs Ministres de faire le point à deux reprises: lors de la conférence annuelle de l'OCDE en juin 1977 et au cours de la prochaine Assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale à la fin du mois de septembre. En définitive, tout laisse supposer qu'on pourrait bien s'acheminer vers une sorte d'institutionnalisation de ces rencontres.

\* \* \*

- 7 -

Nous tenons finalement à remercier ceux parmi vous qui nous ont envoyé des contributions intéressantes se rapportant à ce Sommet. Nous vous rappelons notre intérêt pour toute information touchant de loin ou de près à la tendance croissante de réunions économiques en "petit comité" que ce soit au niveau élevé ou à celui des fonctionnaires. Ces informations permettent notamment à nos représentants auprès des forums de consultations multilatéraux et à nos émissaires à l'étranger de s'y référer en faisant valoir nos intérêts en toute connaissance de cause et par là même de pallier dans une certaine mesure notre absence à ce genre de rencontre.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, Monsieur le Consul général, l'assurance de notre considération distinguée.

Service des questions  
économiques mondiales

*e. r. Low*

Annexes mentionnées

Copie avec annexes:

Banque nationale suisse, Zurich  
Banque nationale suisse, Berne  
Service économique et financier du DPF  
Administration des finances  
Bureau du Délégué aux questions conjoncturelles  
MM. Dir, Rb, Ja, D, Bt, Mo, Hf, So, vT, Ly, Lu, Lo, Ro, Rs, Jag, Ri  
Service OCDE et des questions monétaires internationales  
Service des questions du commerce mondial  
Service de la politique du développement  
Service de la politique énergétique  
Service de la coopération économique européenne  
Service de la politique économique extérieure autonome  
Service des questions agricoles multilatérales  
Délégation suisse CCEI, Paris (2)

CONFERENCE AU SOMMET DOWNING STREET : DECLARATION

---

Au cours de deux journées d'intenses discussions à Downing Street, nous sommes convenus sur la meilleure manière de promouvoir le bien-être aussi bien de nos propres pays que d'autres.

L'économie mondiale doit être vue comme un tout: ceci ne comporte pas seulement une coopération entre gouvernements nationaux, mais aussi le renforcement des organisations internationales appropriées. Notre conscience de l'interrelation de tous les problèmes qui se posent à nous en est sortie renforcée, ainsi que celle de notre interdépendance. Nous sommes décidés à répondre collectivement aux défis de l'avenir.

Notre tâche la plus urgente est de créer davantage d'emplois tout en continuant à réduire l'inflation. L'inflation ne réduit pas le chômage. Elle en est au contraire une des causes principales. Nous nous inquiétons particulièrement du problème du chômage des jeunes. Nous sommes convenus de procéder à un échange d'expériences et d'idées sur la manière d'offrir aux jeunes des possibilités de travail.

Nous engageons nos gouvernements à atteindre les objectifs de croissance économique annoncés où les politiques de stabilisation qui, prises dans leur ensemble, devraient fournir une base pour une croissance soutenue et non inflationniste, dans nos propres pays et dans le monde entier, ainsi que pour une réduction des déséquilibres des paiements internationaux.

Des facilités de financements améliorées sont nécessaires. Le Fonds Monétaire International doit jouer un rôle proéminent. Nous nous engageons à rechercher des ressources supplémentaires pour appuyer le lien entre ses prêts et l'adoption de politiques de stabilité appropriées.

Nous fournirons un fort leadership politique pour élargir les échanges afin d'ouvrir le système commercial international, ce qui augmentera les possibilités de travail. Nous rejetons le protectionnisme: il encouragerait le chômage, accroîtrait l'inflation et minerait le bien-être de nos peuples. Nous donnerons une nouvelle impulsion aux négociations commerciales multilatérales dites Tokyo Round. Notre objectif est de faire des progrès substantiels dans les secteurs-clé en 1977. Dans ce domaine, il faudra prendre en considération les changements structurels dans l'économie mondiale.

Nous économiserons davantage d'énergie et augmenterons et diversifierons la production d'énergie, de manière à réduire notre dépendance du pétrole. Nous sommes d'accord sur la nécessité d'accroître l'énergie nucléaire, pour contribuer à satisfaire les besoins énergétiques du monde. Nous nous engageons à le faire en réduisant les risques de prolifération nucléaire. Nous lançons une étude urgente pour déterminer la meilleure manière de remplir ces tâches.



- 2 -

L'économie mondiale peut connaître une croissance soutenue et équitable seulement si les pays en voie de développement participent à cette croissance. Nous sommes d'accord de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour arriver à un succès de la CCEI, et nous nous engageons à poursuivre un dialogue constructif avec les pays en voie de développement. Nous oeuvrerons pour augmenter le flux d'aide et d'autres ressources réelles vers ces pays. Nous invitons les pays du COMECON à en faire autant. Nous appuyons des institutions multilatérales comme la Banque Mondiale, dont les ressources générales devraient être suffisamment accrues pour permettre à ses prêts d'augmenter en termes réels. Nous soulignons l'importance d'investissements privés sûrs pour encourager le progrès économique mondial.

Pour mener à bien ces tâches nous avons besoin de l'aide et de la coopération d'autres. Nous rechercherons cette coopération dans les institutions internationales appropriées, comme les Nations Unies, la Banque Mondiale, le FMI, le GATT et l'OCDE. Ceux parmi nous qui sont membres de la Communauté économique européenne entendent accomplir leurs efforts dans le cadre de celle-ci.

Dans nos discussions nous avons atteint un accord substantiel. Notre ferme intention est à présent de faire de cet accord une action. Nous examinerons les progrès sur toutes les mesures que nous avons discutées ici à Downing Street de manière à maintenir le rythme de la reprise.

Le message du Sommet de Downing Street est donc un message de confiance :

- dans la persistante vigueur de nos sociétés et des principes démocratiques qui ont fait leurs preuves et qui leur donnent leur vitalité;
- dans le fait que nous prenons les mesures nécessaires pour surmonter les problèmes et construire un avenir plus prospère.

\*        \*\*\*        \*

### Perspectives économiques mondiales

Depuis 1975 la situation économique mondiale s'est progressivement améliorée. Toutefois, de sérieux problèmes existent encore dans tous nos pays. Notre tâche la plus urgente est de créer des emplois tout en continuant à réduire l'inflation. L'inflation n'est pas un remède au chômage, mais l'une de ses causes principales. Le progrès dans la lutte contre l'inflation a été inégal. Le besoin d'ajustement entre pays en surplus et pays déficitaires demeure important. Le monde ne s'est pas encore pleinement adapté aux effets dépressifs de la hausse des prix du pétrole de 1974.

Nous engageons nos gouvernements à des objectifs de croissance et de stabilisation qui varient d'un pays à l'autre mais qui, pris dans leur ensemble, devraient fournir une base pour une croissance soutenue et non inflationniste dans le monde entier.

Certains parmi nos pays ont adopté des objectifs de croissance raisonnablement expansionnistes pour 1977. Les gouvernements de ces pays continueront à vérifier leurs politiques, et s'engagent à adopter des politiques ultérieures, si nécessaire, pour atteindre les objectifs annoncés et contribuer à l'ajustement des déséquilibres de paiement. D'autres poursuivent des politiques de stabilisation tendant à fournir une base pour une croissance soutenue sans augmenter les dangers inflationnistes. Les gouvernements de ces pays continueront à poursuivre ces objectifs.

Ces deux séries de politiques sont liées entre elles. Celles du premier groupe de pays devraient contribuer à créer un environnement qui conduise à l'expansion dans les autres, sans ajouter de l'inflation. Seulement si les taux de croissance pourront être maintenus dans le premier groupe et accrus dans le second, et si on fera face à l'inflation avec succès dans les deux, le chômage pourra être réduit.

Nous sommes particulièrement inquiets du problème du chômage des jeunes. Pour cette raison nous allons promouvoir des stages pour les jeunes, pour obtenir une main-d'oeuvre qualifiée et souple, de façon qu'ils puissent être prêts à profiter de la reprise de l'activité économique au fur et à mesure qu'elle se développe. Tous nos gouvernements, individuellement ou collectivement, sont en train de prendre des mesures appropriées dans ce but. Nous devons apprendre autant que possible les uns des autres, et nous sommes d'accord d'échanger nos expériences et nos idées.

Le succès dans la direction de nos économies nationales non seulement renforcera la croissance économique mondiale, mais il contribuera aussi au succès dans quatre autres domaines économiques principaux desquels nous allons nous occuper maintenant - le financement

- 2 -

des balances des paiements, le commerce, l'énergie et les rapports Nord-Sud. Les progrès dans ce domaine contribueront à leur tour à la reprise de l'économie mondiale.

### Financement des balances des paiements

Encore pendant quelques années les pays importateurs de pétrole, comme groupe, feront face à des déficits substantiels de paiement et devront importer du capital des pays de l'OPEP pour les financer. Pour l'année en cours le déficit pourrait arriver à 45 milliards de dollars. Ce déficit peut être réduit seulement par une réduction de notre dépendance du pétrole importé et par une augmentation de la capacité d'importer des pays producteurs de pétrole.

Ce déficit doit être distribué parmi les pays consommateurs de pétrole selon un schéma compatible avec leur capacité d'attirer du capital d'une façon continue. Le besoin d'ajustement à ce schéma reste important, et il faudra beaucoup de coopération internationale et une action décidée des pays en surplus aussi bien que déficitaires si on veut faire des progrès constants. Les stratégies d'ajustement des pays déficitaires doivent comporter l'insistance sur l'élimination des sources internes d'inflation et l'amélioration du rapport international coût-prix. Il est important que les pays industriels dans une position de paiement relativement forte assurent une poursuite de l'expansion de la demande intérieure, dans des limites prudentes. En plus, ces pays, aussi bien que d'autres pays dans des positions de paiement fortes, devraient promouvoir une augmentation des flux d'exportation de capitaux à long terme.

Le Fonds Monétaire International doit jouer un rôle éminent dans les financements et les ajustements des balances des paiements. Pour cette raison, nous approuvons vigoureusement le récent accord du Comité Intérimaire du FMI afin de rechercher des ressources supplémentaires pour cette organisation et lier les prêts du FMI à des politiques de stabilisation appropriées. Ces ressources additionnelles renforceront la capacité du FMI d'encourager et assister les pays membres à adopter des politiques qui limiteront les déficits de paiements et qui garantiront leur financement par les marchés privés. Ces ressources devraient être utilisées avec les conditions et la souplesse requises pour encourager un rythme d'ajustement approprié.

Cette proposition du FMI devrait faciliter le maintien de niveaux raisonnables d'activité économique et réduire le danger d'un recours à des restrictions au commerce et aux paiements. Elle prouve la coopération entre les pays exportateurs de pétrole, les pays industriels dans une position financière plus forte, et le FMI. Elle contribuera matériellement à la santé et au progrès de l'économie mondiale. Poursuivant cet objectif, nous réaffirmons aussi notre intention de nous efforcer d'augmenter la stabilité monétaire.

- 3 -

Nous étions d'accord sur la nécessité que le système monétaire et financier mondial, dans le nouveau cadre légal qui a été convenu, devrait être renforcé par la mise en oeuvre rapide des augmentations des quotas. Nous oeuvrerons pour un accord rapide au sein du FMI pour une autre hausse des quotas de cette organisation.

### Commerce

Nous nous engageons à fournir un leadership politique fort dans l'effort global d'élargir les possibilités des échanges et renforcer le système commercial international ouvert. Il est essentiel d'atteindre ces buts pour la prospérité économique mondiale et la solution effective des problèmes économiques auxquels font face aussi bien les pays développés que les pays en voie de développement du monde entier.

Les politiques protectionnistes encouragent le chômage, augmentent l'inflation et menacent le bien-être de nos populations. Nous sommes donc d'accord sur le besoin de maintenir notre engagement vis-à-vis d'un système commercial mondial ouvert et non discriminatoire. Nous chercherons, sur le plan national comme par l'intermédiaire des institutions internationales appropriées, de promouvoir des solutions qui créent de nouveaux emplois et qui avantagent les consommateurs grâce à une expansion des échanges, et d'éviter des approches qui limitent les échanges.

Les négociations commerciales multilatérales dites Tokyo Round doivent se poursuivre vigoureusement. La persistance de difficultés économiques rend encore plus essentiel que nous réalisons les objectifs de la Déclaration de Tokyo, négociant une série complète d'accords pour le plus grand profit de tous. A cette fin, nous chercherons à réaliser cette année des progrès substantiels dans des secteurs-clé comme :

- (a) un projet de réduction tarifaire de l'application la plus vaste possible, destiné à obtenir une réduction substantielle et une harmonisation, et dans certains cas une élimination des tarifs,
- (b) des codes, accords et autres mesures qui faciliteront une réduction significative des barrières non tarifaires aux échanges, éviteront de nouvelles barrières à l'avenir et tiendront compte des changements structurels intervenus dans l'économie mondiale,
- (c) une approche réciproquement acceptable en ce qui concerne l'agriculture, pour arriver à une plus grande expansion et stabilisation des échanges et à assurer davantage les approvisionnements alimentaires mondiaux.

- 4 -

Ce progrès ne devrait pas priver les pays individuels du droit d'éviter de graves bouleversements des marchés, dans le cadre d'accords internationaux existants.

Tout en essayant de conclure des accords larges et équilibrés sur une base de réciprocité entre tous les pays industrialisés, nous sommes décidés, en concordance avec les buts de la Déclaration de Tokyo, à assurer que ces accords donnent des avantages particuliers aux pays en voie de développement.

Nous nous réjouissons de l'action des gouvernements tendant à réduire une concurrence négative dans les crédits à l'exportation qui reçoivent un soutien officiel, et nous proposons que des efforts ultérieurs soient faits cette année-ci pour améliorer et élargir le consensus actuel dans ce domaine.

Nous considérons qu'il faudrait éliminer les pratiques irrégulières et les comportements incorrects dans les échanges, les activités bancaires et commerciales internationales, et nous nous félicitons du travail fait pour obtenir des accords internationaux interdisant les paiements illicites.

### Energie

Nous nous félicitons des mesures prises par un certain nombre de gouvernements pour accroître la conservation d'énergie. L'augmentation de la demande d'énergie et des importations de pétrole se poursuit à un rythme qui impose des pressions excessives sur les ressources en hydrocarbures du monde qui sont en train de s'amenuiser. Nous sommes d'accord, pour cette raison, sur la nécessité de faire tout ce qui est possible pour renforcer davantage nos efforts.

Nous nous engageons à faire des efforts nationaux et conjoints pour limiter la demande d'énergie et diversifier les sources d'énergie. Il faudra davantage d'échanges de technologie et de recherche et développement conjoints afin d'arriver à un usage plus efficace de l'énergie, à améliorer l'extraction et l'usage du charbon et d'autres ressources conventionnelles, ainsi qu'au développement de nouvelles sources d'énergie.

Il faudra compter davantage sur l'énergie nucléaire pour satisfaire les croissants besoins d'énergie et pour contribuer à diversifier les sources d'énergie. Ceci doit être fait avec la plus grande précaution en ce qui concerne la génération et la dissémination de matériel qui peut être utilisé pour les armes nucléaires. Notre but est de satisfaire les besoins énergétiques du monde et de rendre l'usage de l'énergie nucléaire largement disponible, tout en évitant le danger de prolifération d'armes nucléaires. Nous sommes aussi convenus que, pour être efficaces, les politiques de

- 5 -

non prolifération doivent être aussi acceptables que possible pour les pays industrialisés autant que pour les pays en voie de développement. A cette fin, nous entreprenons une analyse préliminaire qui doit être complétée en deux mois sur les meilleurs moyens pour faire avancer ces objectifs, y compris l'étude des termes de référence pour une évaluation internationale du cycle du combustible.

Les pays en voie de développement importateurs de pétrole ont des problèmes particuliers aussi bien dans l'approvisionnement que dans le paiement de l'énergie dont ils ont besoin pour leurs programmes de développement économique. Ils ont besoin d'une aide supplémentaire pour étendre leur production intérieure d'énergie, et dans ce but nous espérons que la Banque Mondiale, au fur et à mesure que ses ressources s'accroissent, donnera une particulière importance aux projets qui servent à cette fin.

Nous entendons faire de notre mieux pour assurer, pendant cette période de transition, que le marché de l'énergie fonctionne harmonieusement, en particulier grâce à des mesures strictes de conservation et au développement de toutes nos ressources énergétiques. Nous espérons beaucoup que les pays producteurs de pétrole tiendront compte de ces efforts et donneront aussi leur contribution.

Nous croyons que ces activités sont essentielles pour permettre à tous les pays de continuer à avoir des approvisionnements en énergie, maintenant et à l'avenir, à des prix raisonnables compatibles avec une croissance économique soutenue et non inflationniste, et nous entendons concerter nos politiques par le biais de tous les canaux utiles, dans une consultation et une coopération continue entre nous et avec les autres pays.

### Relations Nord-Sud

L'économie mondiale peut connaître une expansion soutenue et équitable seulement si les pays en voie de développement participent à cette expansion. Des progrès ont été faits. Les pays industriels, malgré une récession profonde, ont maintenu un système de marché ouvert. Ils ont accru les courants d'aide, en particulier aux pays les plus pauvres. Environ 8 milliards de dollars seront mis à disposition de ces pays par l'AID pour les trois prochaines années, et nous nous unissons à d'autres pays en respectant les engagements de sa cinquième reconstitution. Le FMI a mis à la disposition des pays en voie de développement, dans le cadre de sa facilité de financement compensatoire, environ 2 millions de dollars supplémentaires au cours de l'année dernière. Un Fonds International pour le Développement Agricole a été créé, fondé sur un effort commun des pays développés, de l'OPEP et d'autres pays en voie de développement.

- 6 -

Le progrès et l'esprit de coopération qui se sont manifestés peuvent servir comme excellente base pour des initiatives ultérieures. Le prochain pas sera la conclusion positive de la Conférence sur la Coopération Economique Internationale, et nous sommes convenus de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour y arriver.

Nous oeuvrerons :

- (a) pour augmenter le courant d'aide et d'autres ressources réelles des pays industrialisés vers les pays en voie de développement, en particulier vers les 800 millions de personnes qui vivent à présent dans une pauvreté absolue, et pour améliorer l'efficacité de l'aide,
- (b) pour faciliter l'accès des pays en voie de développement aux sources de financement international,
- (c) pour soutenir des institutions multilatérales de prêt comme la Banque Mondiale, dont nous croyons qu'il faille accroître les capacités de prêter dans les prochaines années pour permettre à ces prêts d'augmenter en termes réels et en portée,
- (d) pour promouvoir les investissements sûrs nécessaires pour encourager le développement économique mondial,
- (e) pour assurer des résultats productifs des négociations sur la stabilisation des prix des produits de base et la création d'un Fonds commun pour des accords individuels de stocks régulateurs et considérer les problèmes de la stabilisation des recettes d'exportation des pays en voie de développement,
- (f) pour continuer à améliorer un accès ordonné des produits des pays en voie de développement sur les marchés des pays industrialisés.

Il est souhaitable que ces actions des pays développés et en voie de développement soient évaluées et concertées dans leur relation entre elles et avec les buts plus larges que partagent nos pays. Nous espérons que la Banque Mondiale, ensemble avec le FMI, consultera d'autres pays développés et en voie de développement pour explorer la meilleure manière de le faire.

Le bien-être des pays développés et en voie de développement est lié ensemble. La croissante prospérité des pays en voie de développement profite aux pays industrialisés, comme la croissance de ces derniers profite aux pays en voie de développement. Les pays développés et en voie de développement ont un intérêt commun à maintenir un climat qui mène à une croissance stable sur le plan mondial.

\*           \*\*\*           \*